

Sur la valeur économique des services rendus par la nature

Annexe à Attac, *La nature n'a pas de prix, Les méprises de l'économie verte*, Paris, LLL, 2012

Jean-Marie Harribey

La crise systémique actuelle porte à un point encore plus élevé les contradictions qu'avait déjà repérées André Gorz lors de la crise précédente de la fin des années 1960 et du début des années 1970 : « Nous avons affaire à une crise classique de suraccumulation compliquée par une crise de reproduction due, en dernière analyse, à la raréfaction des ressources naturelles. »¹ Il s'agit donc d'une crise de la production et de la réalisation de valeur pour le capital, dont les conséquences dramatiques vont au-delà de ce à quoi le capitalisme nous avait habitués puisque les conditions de survie de l'humanité sont aujourd'hui en cause. Pour tenter de sortir de cette impasse, le capitalisme cherche « valoriser » le vivant et la nature, entendons « valoriser le capital utilisant le vivant et la nature ».

Dans toutes les instances internationales s'est développé un discours sur la « valeur de la nature », par exemple lors de la Conférence des parties sur la biodiversité qui s'est tenue à Nagoya en octobre 2010. Et, dans le rapport de l'Union européenne de 2008 dirigé par Pavan Sukhdev, la notion clé est également celle de la « valeur des services rendus par les écosystèmes »². La préface de ce rapport débute ainsi : « Tout ce qui est très utile (l'eau, par exemple) n'a pas nécessairement une valeur élevée et tout ce qui a beaucoup de valeur (par exemple, un diamant) n'est pas forcément très utile. Cet exemple illustre non pas un mais deux importants défis d'apprentissage auxquels la société est aujourd'hui confrontée. Tout d'abord, nous en sommes encore à apprendre la "nature de la valeur", à mesure que nous élargissons notre concept de "capital" pour englober le capital humain, le capital social et le capital naturel. En reconnaissant l'existence de ces autres formes de "capital" et en cherchant à les accroître ou les préserver, nous nous rapprochons de la durabilité. Par ailleurs, nous nous efforçons toujours de découvrir la "valeur de la nature". La nature est une source de valeur importante au quotidien mais il n'en demeure pas moins qu'elle n'apparaît guère sur les marchés, échappe à la tarification et représente un défi pour ce qui est de l'évaluation. Nous sommes en train de nous apercevoir que cette absence d'évaluation constitue une cause sous-jacente de la dégradation observée des écosystèmes et de la perte de biodiversité. »³

Cette démarche croit possible d'additionner des éléments dont la mesure résulte de la prise en compte des coûts de la production réalisée par l'homme et des éléments qui ne sont pas produits et qui, en outre, relèvent du qualitatif ou de valeurs éthiques *non évaluables*. Ce parti pris conceptuel a une portée catastrophique : si tout peut être *économiquement évalué*, alors tout peut être considéré comme du capital. Ainsi, les économistes libéraux néoclassiques considèrent que le capital économique, le capital humain, le capital social et le capital naturel sont additionnables puisqu'ils relèvent d'une procédure de calcul analogue.

¹ A. Gorz, *Ecologie et politique*, Paris, Seuil, 1978, p. 29-35.

² Cette notion fut inaugurée par une étude de R. Costanza (et al.), « The Value of the World's Ecosystem Services and Natural Capital », *Nature*, vol. 387, n° 6630, 15 mai 1997, p. 253-260. Elle est répliquée inlassablement depuis : ainsi, É. Laurent, *Social-écologie*, Paris, Flammarion, p. 72, écrit qu'au sein de la richesse des nations, le capital naturel représente « 44 trillions de dollars » au titre de « la valeur commerciale des terres cultivées, des forêts, des minéraux et de l'énergie du monde ».

³ « L'économie des écosystèmes et de la biodiversité », 2008, http://ec.europa.eu/environment/nature/biodiversity/economics/pdf/teeb_report_fr.pdf, p. 4. Le fameux paradoxe de l'eau et du diamant, posé par Adam Smith, avait été autrement résolu par lui : à son époque, il n'y avait que très peu de travail à accomplir pour obtenir de l'eau, au contraire du diamant.

On voit le tour de passe-passe qui se déroule en plusieurs phases. *Primo*, on décrète que tout est réductible à de l'économique parce que la monnaie est, dit-on, capable d'homogénéiser les biens et les bienfaits. *Deuzio*, on assimile une mesure (contestable) de la valeur d'un stock au flux de « services rendus par les écosystèmes ». *Tertio*, on affirme que, puisqu'on connaît désormais la « valeur des services rendus par les écosystèmes », on peut mieux les protéger puisqu'on mesure la « valeur de la nature ». La Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi avait utilisé la même rhétorique pour avaliser le nouvel indicateur phare de la Banque mondiale, l'épargne nette ajustée, et accrédiiter l'idée qu'on disposait ainsi d'une nouvelle mesure du progrès et du bien-être, plus élaborée que le fruste PIB.⁴

Cette approche conduit tout droit aux politiques de marchandisation de la nature et elle enlève une grande partie de leur pertinence aux critiques qui ne rompent pas radicalement avec la croyance que l'on peut rendre commensurables des choses qui appartiennent à des registres différents. L'impact des dégâts occasionnés aux écosystèmes ou bien celui du changement climatique ne peuvent être estimés à l'aune du calcul économique traditionnel dont la procédure usuelle de l'actualisation est irrémédiablement cantonnée à un horizon étroit et probabilisable.

Certains travaux ont essayé de fonder une économie politique écologiste en déclarant intégrer les principes de la thermodynamique. Ainsi, Robert Ayres, Dietmar Lindenberger et Reiner Kümmel, relayés en France par Yves Cochet⁵, ont prétendu réfuter la théorie néoclassique en proposant une fonction de production Cobb-Douglas intégrant l'énergie à côté du capital et du travail. Or, le principe de cette introduction avait été posé par les pionniers des modèles de croissance néoclassiques des années 1950 à 1970, notamment Robert Solow et Joseph Stiglitz⁶, dans le but explicite d'introduire l'environnement dans le modèle d'équilibre général et, loin d'amorcer une critique de la théorie économique dominante, cette introduction en est le parachèvement en même temps que l'image de son impasse totale.

La théorie néoclassique assimile la répartition de l'output entre les propriétaires des facteurs de production, obtenue à partir d'une fonction de production à rendements constants, à la contribution productive de chaque facteur. Cela participe de la croyance selon laquelle le capital créerait de la valeur, que sa rémunération correspondrait à son apport productif et que,

⁴ Commission Stiglitz-Sen-Fitoussi, *Performances économiques et progrès social, Richesse des nations et bien-être des individus* et *Performances économiques et progrès social, Vers de nouveaux systèmes de mesure*, deux volumes, Paris, O. Jacob, 2009. Voir Jean-Marie Harribey, « Richesse : de la mesure à la démesure, examen critique du rapport Stiglitz », *Revue du MAUSS*, n° 35, 1er semestre 2010, p. 63-82, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/valeur/stiglitz.pdf>

⁵ R.U. Ayres [2000], « Two Paradigms of Production and Growth », Fontainebleau, Center for the Management of Environmental Resources, INSEAD ; D. Lindenberger, R. Kümmel [2002], « Energy-Dependent Production Functions and the Optimization Model «PRISE» of Price-Induced Sectoral Evolution », *Int. J. Applied Thermodynamics*, Vol 5 (n° 3), sept., p. 101-107 ; Y. Cochet [2005], « Economie et thermodynamique », *Cosmopolitiques*, n° 9, juin, p. 15-30. Pour une critique, voir J.M. Harribey [2005], « La misère de l'écologie », *Cosmopolitiques*, n° 10, sept., p. 151-158, <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/misere-ecologie.pdf>. Plus récemment, Tim Jackson a proposé d'utiliser une fonction à élasticité de substitution constante dans *Prosperité sans croissance, La transition vers une économie durable*, 2009, Bruxelles et Namur, De Boeck et Etopia, 2010, mais cette proposition se heurte à des objections aussi fortes : voir J.M. Harribey [2011], « Prospérité sans croissance et croissance sans prospérité », <http://harribey.u-bordeaux4.fr/travaux/soutenabilite/cr-jackson.pdf>.

⁶ R. Solow [1956], « A Contribution to the Theory of Economic Growth », *Quarterly Journal of Economics*, vol. 70, p. 65-94 ; J. Stiglitz [1974], « Growth with Exhaustible Natural Resources : Efficient and Optimal Growth Paths », *Review of Economic Studies*, Symposium on the Economics of Exhaustible Resources, Edinburgh, Longman Group Limited, vol. 41, p. 123-137.

comme tout « facteur », comme toute variable introduite dans la fonction, la nature créerait aussi de la valeur, croyance qui est une fiction, que même Keynes avait récusée⁷.

L'eau, l'air, l'énergie, le soleil, les bactéries sont à la base de la vie et donc de la vie économique. Et de la valeur produite ? Non. S'il en était autrement, il faudrait élaborer une théorie sur les bactéries. Donc, les physiocrates du XVIII^e siècle étaient enfermés dans la vision de leur époque, une économie agricole, et ils attribuaient à la nature ce qui relevait du travail humain. À la nature reviennent les rayons de soleil, au travail la création de valeur économique. C'est le mérite d'Adam Smith d'avoir balayé les illusions physiocratiques au vu des transformations qu'il avait sous les yeux. L'économie agricole nous a donné Quesnay et la physiocratie, l'économie industrielle nous a donné Smith et une ébauche de théorie de la valeur. Bel exemple de démarche matérialiste au sens méthodologique. Ce qui ne vaut pas quitus pour les dégâts engendrés par l'industrie. Et ce qui ne signifie pas l'oubli de la nécessité des ressources naturelles pour produire et de la nécessité de les préserver pour l'avenir.

À l'opposé des affirmations d'un certain courant de l'écologie politique plutôt néophysiocrate, il faut redire que la nature a une valeur d'usage qui est incommensurable à toute valeur économique : en l'état naturel, les ressources dites naturelles *sont de la richesse mais n'ont pas de valeur monétaire*.

Il y a donc ici quatre niveaux de compréhension :

- les ressources naturelles sont des richesses ;
- elles n'acquiescent éventuellement de valeur économique que par l'intervention du travail humain (le pétrole gisant au fond des océans n'a aucune valeur économique s'il est inaccessible ou si l'on ne va pas le chercher ; les rentes de monopoles éventuelles parce qu'il y a eu appropriation d'une ressource sont une fraction du surplus social né du travail productif) ;
- elles ne créent elles-mêmes pas de valeur, tout en étant indispensables à la production de richesse et valeur nouvelles par le travail ;
- si, dans le cadre de l'activité humaine ou en dehors de tout usage, on fait le choix de préserver les équilibres des écosystèmes, c'est au nom de « valeurs » qui ne ressortissent pas à l'économique, mais à l'éthique et au politique.

Un exemple récent permet d'illustrer la discussion théorique précédente. Un article du *Monde* du 20 avril 2011 portant sur « Le coût de la disparition des chauves-souris américaines se chiffre en milliards de dollars », rapportait une étude scientifique parue le 1^{er} avril dans *Science* : une maladie due à un champignon décime les chauves-souris nord-américaines, au point de menacer sérieusement la capacité de cette espèce à jouer un rôle d'insecticide et de pollinisateur. Les conséquences économiques ont été évaluées : par l'action de ces chauves-souris, 22,9 milliards de dollars d'insecticides chimiques seraient économisés par an, sans compter les effets sur la santé et l'environnement. Aussitôt, la tentation est grande de déduire de la valeur économique des dégâts évités celle des auteurs de l'évitement, en l'occurrence ici la valeur des chauves-souris ou la valeur des services économiques rendus par ces petites bêtes. Être tenté ne signifie pas nécessairement succomber. Mais la pente est suffisamment glissante pour esquisser l'idée que ces 22,9 milliards de dollars représenteraient la valeur des chauves-souris dans les fonctions qu'elles remplissent pour l'économie, ce qui serait un bon argument pour les protéger.

Mais c'est une voie sans issue. Les chauves-souris, les biens naturels, la nature elle-même, pas plus que le lait maternel, n'ont de valeur économique intrinsèque. Cette notion a été inventée au milieu du XX^e siècle par les économistes néoclassiques quand ils ont soudain fait mine de se soucier d'environnement. Or la « valeur » de la nature appartient à un autre

⁷ J.M. Keynes [1969], *Théorie générale de l'emploi, de l'intérêt et de la monnaie*, 1936, Paris, Payot, p. 223.

registre que l'économie. En effet, ou bien la valeur de la nature est d'ordre économique et on ne peut la déclarer intrinsèque, ou bien on ne considère pas la valeur de la nature comme relevant de l'économie, on la nomme intrinsèque, c'est-à-dire incommensurable à l'économie, et on ne peut pas l'ajouter à la valeur économique comme le font la plupart des économistes.

Derrière l'exemple des chauves-souris, resurgissent donc 1) l'impossibilité de rendre commensurables l'utilité de la chauve-souris et la valeur marchande des insecticides évités, 2) la vacuité de la notion de valeur économique intrinsèque de la nature, et 3) au contraire la nécessité de maintenir la distinction irréductible entre la valeur d'usage des choses et la valeur d'échange. A fortiori, la « valeur » des êtres vivants ne peut être réduite à un quantum de monnaie.

De plus, à supposer que l'idée de mesurer la valeur des chauve-souris par les sommes économisées annuellement ait un sens, elle comporte une confusion entre stock et flux, entre patrimoine et revenu : s'il était vrai que les 22,9 milliards représentaient les services annuels rendus par les chauves-souris, cela ne pourrait pas correspondre à la valeur d'un patrimoine, d'une richesse qui ne s'éteint pas après une année.

Des chauves-souris, on passe à la biodiversité dans son ensemble. Là encore, les études abondent⁸ pour dire que, autre exemple, les abeilles contribuent pour 153 milliards de dollars à la production agricole mondiale annuelle (190 milliards pour tous les insectes pollinisateurs), non pas par la valeur de leur miel mais par leur action pollinisatrice. Et il existe même une Banque du capital naturel (Bank of Natural Capital⁹) qui se propose d'« évaluer le non évaluable », au motif qu'« on ne peut pas gérer ce qu'on ne mesure pas », et qu'il faut donc « mettre la nature dans l'équation ».

Sur quelles attitudes pratiques débouchent ces considérations ? Ne peut-on rien mesurer ? Bien sûr que si, mais :

- Les valeurs philosophiques, éthiques et politiques conditionnent nos choix, par exemple nos choix d'organisation de la société et nos choix de production et de consommation, mais ces valeurs ne seront jamais mesurées par des quantificateurs économiques. On ne construira jamais d'indicateur qui mêlera valeur économique et valeurs philosophiques ou éthiques.
- Ce qu'on mesure économiquement doit intégrer tous les coûts. Si on y arrive – dans le meilleur des cas – cela ne dira quand même rien du bien-être humain, du temps libre, de la nature et de la culture.¹⁰

Jean-Marie Harribey

⁸ Notamment le rapport du TEEB (The Economics of Ecosystems and Biodiversity) présenté à la Convention sur la biodiversité de l'ONU à Nagoya en octobre 2010, <http://www.teebweb.org/Portals/25/Documents/TEEB%20for%20Business/TEEB%20for%20Bus%20Exec%20French.pdf>

⁹ <http://bankofnaturalcapital.com>

¹⁰ Pour un approfondissement, voir J.-M. Harribey, « La nature hors de prix », à paraître, et « La chauve-souris, l'abeille et le toro », <http://alternatives-economiques.fr/blogs/harribey/2011/04/28/la-chauve-souris-labeille-et-le-toro-/#more-200>